

# Voiture électrique : vers un leasing social moins généreux



Lors de la première édition du leasing social, c'est Stellantis qui avait décroché la timbale. Le constructeur avait capté environ 70% des commandes, contre 20% pour son rival Renault. (Crédits : Maurizio Orlando / Hans Lucas via Reuters Connect)

Pierre Manière [@pmaniere](#)

**L**e gouvernement prévient que « le montant du soutien public sera plus faible » pour la seconde édition du leasing social, au deuxième semestre 2025.

Dans le sillage d'un rabotage imminent du **bonus écologique** pour l'achat d'une voiture électrique, le gouvernement ne compte pas, non plus, casser la tirelire pour la reconduction du **leasing social**. Lors de sa première édition en ce début d'année, ce dispositif permettant aux ménages les moins aisés d'accéder à une voiture électrique pour 100 euros mois, via une offre de location avec option d'achat, avait connu un succès retentissant.

Alors qu'il visait 25.000 commandes, ce sont plus de 50.000 qui ont *in fine* été validées. Ce qui a obligé le gouvernement, soucieux de préserver les finances publiques, à mettre un terme à l'opération trois semaines seulement après son lancement.

Malgré les contraintes budgétaires actuelles, le gouvernement a confirmé, ce jeudi, qu'une seconde édition aura bien lieu « au

deuxième semestre » de l'année prochaine. En revanche, l'exécutif n'a pas précisé l'enveloppe globale qui lui sera allouée. Le dispositif disposera d'« un **financement dédié** », et mobilisera « **les certificats d'économie d'énergie** », a-t-il indiqué. A noter : « **le montant du soutien public par véhicule sera plus faible qu'en 2024** », précise-t-on à Bercy.

## « Les loyers seront un petit peu plus chers »

« Lors de la première édition, certains véhicules avaient des loyers autour de 50 euros par mois. Les loyers seront un petit peu plus chers que l'année dernière, précise le ministère. Même si nous gardons évidemment la cible de 100 euros par mois pour les véhicules les moins onéreux. »

Aux yeux de l'exécutif, ce moindre soutien financier est justifié, parce que « **le prix des voitures électriques baisse** ». L'objectif est également de garder le guichet ouvert plus longtemps, afin d'avoir un effet d'entraînement plus important sur le marché.

## ENTREPRISES

**Voiture électrique : vers un leasing social moins généreux**

Lors de la première édition du leasing social, c'est Stellantis qui avait décroché la timbale. Le constructeur avait capté environ 70% des commandes, contre 20% pour son rival Renault. Disponible à partir de 54 euros par mois, la Citroën ë-C3 avait, en particulier, fait un carton auprès des acheteurs. Quoi qu'il en soit, le gouvernement acte qu'il subventionnera beaucoup moins les voitures électriques l'année prochaine. Ce qui donne des maux de tête à la filière automobile. Celle-ci redoute un affaiblissement de la demande pour l'électrique, dans un contexte de ralentissement des ventes depuis cet été.

**La crainte d'un scénario « à l'allemande »**

Constructeurs et équipementiers redoutent un scénario « à l'allemande ». Outre-Rhin, les ventes de voitures électriques ne cessent de plonger depuis que Berlin a totalement supprimé les aides à l'achat fin 2023. En Allemagne, les immatriculations de voitures électriques neuves ont, depuis le début de l'année, dégringolé de pas moins de 26,6% sur un an, d'après les derniers chiffres du lobby des constructeurs européens (ACEA).

Seules 311.881 voitures 100% à batterie ont été immatriculées sur la période, soit 112.742 de moins qu'en 2023 ! En France, le gouvernement soutient, toutefois, que la préservation du bonus et du leasing social doit permettre d'éviter un tel scénario. ■